

Robin de Ricqlès
Conférence Paris Sorbonne Panthéon
14 novembre 2019



Conférence « Intelligence économique, Renseignements et Innovation » par M.Alain Juillet.

Monsieur Alain Juillet est ancien officier des forces spéciales, ancien directeur du renseignement des services secrets, et plusieurs fois décoré pour services rendus à la nation. Il a été également actif dans le secteur privé comme dirigeant d'entreprise et conseiller pour l'Intelligence Economique en France auprès de plusieurs Premiers Ministres.

Cette conférence est organisée par Sorbonne Innovation & Technologies, du Master IMT.

Plan :

- I) La Coordination de l'Intelligence Économique en France.
- II) 1989 et la fin des blocs ?
- III) La France dans l'OTAN.
- IV) La guerre commerciale, Renault - Nissan.
- V) La guerre commerciale, Boeing - Airbus.
- VI) La guerre commerciale, Alstom - General Electrics.
- VII) L'hégémonie du dollar dans les échanges.
- VIII) Le CLOUD Act américain et la donnée.
- IX) L'Afrique et ses nouvelles influences, France - Afrique.
- X) Le développement durable, incompatible avec la croissance ?

I – La coordination de l’Intelligence Economique en France.

À l’été 2019, est organisé pour la première fois entre l’état et les grandes entreprises françaises une assemblée sur la thématique majeure de l’Intelligence Economique : comment peut-on aider nos entreprises en lien avec les services de l’état ?

La compétition internationale est un monde dans lequel on n’a pas d’amis car chacun défend ses propres intérêts. D’un autre côté, un même savoir théorique se retrouve disséminé partout au sein des centres de formation mondiaux. On lit les mêmes ouvrages de référence sur l’intelligence économique qu’on soit français, chinois, américain ou autre. Il y a 7 ans, M. Juillet c’était retrouvé en Chine face à 4000 étudiants chinois qu’il décrit comme extrêmement compétents, et qui avaient déjà lu et appris ce qui était reconnu comme textes de référence.

Quelle conclusion ? Cela veut dire que les pays se ressemblent de plus en plus, et que les différences s’évanouissent. La question est que si l’on devient tous égaux, comment peut-on faire la différence dans la concurrence internationale, comment peut-on se créer un avantage concurrentiel ? Comment être meilleur que son voisin ?

L’expérience montre que face à une globalisation de la formation, la seule différence vient de la culture, et du niveau d’information.

Que ce soit dans le secteur public ou le secteur privé, le différentiel se fait à travers l’information où le plus de savoir donnera l’ascendant sur l’autre. Le plus informé peut mieux comprendre, anticiper, et s’adapter pour répondre efficacement.

La culture, c’est aussi un état d’esprit. C’est avoir une grille de lecture, de la méthodologie et une vision stratégique intégrative en offensif comme en défensif.

Historiquement, ce sont les USA ont pris le lead de l’I.E dès 85, avec de gros moyens mis en oeuvre. Les services de l’état U.S travaillent étroitement avec leurs entreprises, et mettent tout en oeuvre pour écraser la concurrence étrangère. Tout est fait depuis cette époque pour que leurs entreprises soient gagnantes, et cela étant encore plus vrai avec le président Trump. Mais pour d’autres pays comme la Chine, la Russie et nombre de pays émergents, c’est le même paradigme.

Le problème c’est que ce n’est pas la vision ni les pratiques instaurés en Europe : la collaboration états-entreprises y est mal vue. Nous n’avons pas les mêmes capacités et marges de manoeuvres. Face aux autres pays, c’est comme si on se battait sur un ring avec les poings liés face à des adversaires complets. Certes, il est normal au sein de toute démocratie d’avoir des réglementations contraignant à pratiquer une concurrence dite « juste » et « équitable ». Pour autant, sans ces contraintes légales, se créerait des monopoles trop puissants, des conflits d’intérêts multiples, et d’autres problématiques conséquentes.

Le plan de l'administration française, dans ce contexte législatif, est d'être un intermédiaire utile. On fournit du renseignement et des informations stratégiques, on aide à la défense de l'information car c'est une question de souveraineté nationale, mais on ne peut légalement en faire plus.

Dans le domaine de la défense, nos entreprises et particulièrement les PME, sont mal formées et constamment attaqués, et pas seulement de l'extérieur du territoire. La dernière statistique des RG sur le sujet indiquait que pour 100 attaques cyber, 55 venaient de France, à buts malveillants ou d'exercice de défense, 25 autres venaient de nos «chers alliés», et 20 dernières de la Chine, la Russie, bref, les autres.

Question : « Dans le cadre de l'Union européenne, peut-on peser et réussir à avancer tous ensemble en étant rassemblés ? »

Difficile, car la concurrence intra-européenne est très forte. Malgré les apparences d'union, il y a encore de nombreuses tensions entre les différents pays à cause d'intérêts divergents. Les seuls dossiers sur lesquels les pays de l'U.E partagent au maximum leurs infos c'est pour AIRBUS ou ARIANE. Autrement dit, chacun pour soi en dehors de ces grands chantiers.

M. Juillet termine en déplorant ce constat : « C'est vraiment dommage, car une Europe fracturée et désunie, ce n'est pas le chemin pour l'avenir. »

II – L'anniversaire de la chute du mur, les 30 ans de 1989 : que dire dessus ? Etait-ce vraiment la fin des blocs, la fin de la guerre froide ?

« Je pense que c'est ici que l'on trouve la plus grande faute de l'Europe. Je m'explique : »

Au début des années 80, le président Reagan est élu et prend les commandes des U.S.A en pleine guerre froide face à « l'empire du mal ». Comme tous ses prédécesseurs, la première question qu'il demande à ses conseillers est : « Comment peut-on battre les soviétiques ? »

Ses conseillers lui ont expliqué que durant la période du premier secrétaire Brejnev, l'économie Soviétique s'était beaucoup ralentie. Donc, si on relançait la course à l'armement, et qu'on les obligeait à suivre les investissements lourds militaires, ils ne pourraient pas tenir et vont craquer. En 1983, l'administration Reagan annonce donc le lancement du grand projet « Strategic Defense Initiative », dit aussi « Bright Pebble ».

Le projet est d'envoyer en orbite des satellites dotés d'un puissant laser pour intercepter et détruire les têtes nucléaires adverses avant qu'elles n'atteignent leurs cibles. Ce nouveau dispositif de « défense » rend théoriquement inefficace tout armement nucléaire conventionnel, en dehors des seules têtes nucléaires américaines qui ne seraient pas interceptés dans l'espace.

En réalité ce grand projet était une « fake news ». Toute l'administration américaine a parlé d'une seule voix pour faire croire à ce grand projet, et cela a été une opération parfaitement réussie. Les soviétiques ont mordu à l'hameçon, et réagi en urgence face à ce nouveau danger.

Pour une petite mise en perspective : quand Reagan a été élu en 80, tous les médias français avaient publié à l'époque « Mais comment est-ce possible, un acteur de western devenu président ! », « Mais rendez-vous compte l'heure est grave ! », « Ah ces américains, qu'ils sont insensés ! » Pourtant, le résultat obtenu a été formidable pour les américains, tandis que pour nous c'est une autre histoire.

Toute ressemblance avec un actuel président américain est bien sûr entièrement fortuite.

Ainsi le projet « Cailloux Brillants » a réussi à ruiner l'URSS : pour trouver et développer des solutions répondant à cette arme qui n'existait pas, les soviétiques ont réduit de manière drastique l'investissement économique pour privilégier le militaire. L'union est tombé économiquement à genoux, les politiques communistes ont été remplacés par un nouveau régime, le pouvoir d'achat a chuté de 60%, et le chômage de masse est apparu au paradis des travailleurs .

Pour sauver ce qui pouvait encore l'être, Gorbatchev a essayé en 1990 de faire un deal avec les européens et les américains. Contre l'ouverture du mur et l'absence de répression interne, le deal était que l'OTAN ne s'installe pas dans les ex-pays de l'est et reste sur ses positions.

Les américains ont dit oui, mais ont trahi leurs engagements plus tard, et ont installé l'OTAN dans les pays baltes et en Pologne, tout en essayant de faire basculer vers l'ouest d'autres pays. Et l'Europe a laissé faire. Oubliant que l'OTAN avait été créée après la guerre de 39-45 pour faire face à un ennemi soviétique dangereux et belliqueux dirigé par Staline. Quand l'URSS est tombée, l'OTAN aurait aussi dû s'arrêter car elle n'avait plus de raison d'exister. Les pays du nord de l'Europe voulaient son maintien par peur face aux Russes comme des pays d'Europe centrale.

On peut ajouter un second élément de compréhension. En 2000, le président Poutine voulait ancrer la Russie au sein de l'Europe, et créer un super-continent Européen de l'Atlantique à l'Oural. Ainsi on aurait bâti un ensemble plus fort que les U.S.A et la Chine. La Russie avait fait un pas vers nous mais, pour la deuxième fois, la main tendue russe a été refusée : la France était pour, mais la chancelière Allemande Angela Merkel était contre et a refusé. Ex-Allemande de l'est, son non a beaucoup pesé. Il s'est ajouté à celui des ex-pays de l'est, qui n'oubliait pas les 45 ans de domination soviétique : « On peut les comprendre ».

Pourtant, depuis le président de Gaulle, le président Schröder allemand, et le président Chirac, nous étions russophiles avec de bonnes relations avec la Russie.

Cette trahison puis le refus des deux mains tendues est à l'origine des problèmes actuels avec la Russie. Les dirigeants russes pensent que les américains ont prouvé qu'on ne pouvait pas leur faire confiance. Comme les européens, dans le même temps, leurs ont ensuite tourné le dos, il faut chercher des alliances ailleurs. C'est pourquoi la Russie ne regarde presque plus vers l'Europe, et développe ses liens avec l'Asie.

Il est à noter que le président Macron a compris cette dynamique Russe, et essaie de reconstruire ce qu'il peut en lien avec le président Poutine. Même si celui-ci est toujours frileux face à l'Europe, le rapprochement avec le président Macron semble sincère, et il y a un espoir.

Le problème, c'est que même si les deux s'entendent bien et se mettent d'accord pour une Russie européenne, comment faire en sorte que le reste de l'Europe suive ?

III – La France dans l'OTAN.

Les déclarations récentes du président Macron ont fait beaucoup réagir : « L'OTAN est en état de mort cérébrale ». « Les américains agissent de manière unilatérale, on peut se retrouver face à un « allié » de l'OTAN si on déploie les troupes en Syrie pour protéger les Kurdes ». Ces déclarations sont tout à fait justes.

De plus, pour revenir à la logique de la guerre froide de l'OTAN, est-ce qu'on risque vraiment la guerre avec les Russes ? Bien sûr que non.

Le budget militaire US est d'environ 750 Mld de \$, face à une Russie au budget de 50-70 Mld \$. Ce n'est pas le même ordre de grandeur en puissance, et les deux le savent très bien. Maintenir cette idée de guerre Russie-USA, c'est de la désinformation entretenue par des groupes d'intérêts spécifiques.

Mais, la question du budget militaire est plus importante qu'on le pense. C'est sur un autre volet géo-économique qu'on comprend mieux pourquoi le président Macron s'est retrouvé face à une montée de boucliers : des pays d'Europe, dont l'Allemagne, ont une armée souveraine sous-entendue, par ne pas dire presque à l'abandon. Ils se reposent sur l'OTAN pour assurer leur défense.

Pourquoi ? cela leur permet de réinjecter les fameux milliards de \$ qui devraient être consacrés au budget militaire dans leur économie nationale, et de faire la différence face d'autres pays qui ont leur propre armée (comme la France). Dans le contexte de concurrence intra-européenne, ces 50 Mld de \$ font toute la différence en terme de dépenses de santé et de développement économique.

C'est dans les pays qui investissent le moins sur le plan militaire que l'on retrouve majoritairement, ô surprise, les défenseurs de l'OTAN.

IV - La Guerre Commerciale, le cas de Renault - Nissan

Pour comprendre ce dossier, il faut s'intéresser à l'ancien CEO de Renault M. Ghosn.

Considéré comme un dieu vivant au Japon, présent dans le cercle des entrepreneurs mondiaux les plus puissants et les plus influents, il avait une aura internationale. Le problème, c'est qu'il a fini par commettre des erreurs inacceptables inhérentes à cette classe.

« Il faut comprendre une chose : quand on arrive à ce stade d'argent et de puissance, on n'est plus du même monde ». Ce qui se fait dans ces milieux ultra-riches est considéré comme normal, mais on reste très discret. Ghosn s'est comporté comme un roi, recevant à Versailles, se faisant loger dans des villas, multipliant ses sources de rémunération, etc... Il en voulait toujours plus. Pour un individu normal, c'est scandaleux et indécent.

Mais encore une fois, ce qu'a fait Ghosn, c'est aussi fait par un Zuckerberg, ou un Bezos. Le problème est que ces deux derniers sont propriétaires de leur entreprises et donc des capitaux, à l'inverse de Ghosn. Pourtant, tout ce qu'il faisait était su, et même approuvé par l'actionnariat de Renault et de Nissan. Ce sont d'ailleurs les mêmes qui l'ont fait chuter. Alors pourquoi ?

Carlos Ghosn avait un objectif prioritaire : la fusion définitive entre Nissan, Renault, et Mitsubishi. Il avait déjà bien avancé sur ce projet en récupérant le lead sur Mitsubishi, ce qui plaçait Nissan en position de faiblesse à 2 contre 1. Comme il était hors de question de laisser partir le joyau Nissan dans des mains étrangères le gouvernement Japonais l'a refusé et ils ont donc décidé de sacrifier Ghosn.

Le dauphin japonais de Ghosn, a collecté en lien avec son gouvernement les éléments connus de tous mais pénalement répréhensibles qui allaient être utilisés pour préparer sa chute : détournement d'actifs, train de vie exagéré, rémunérations non contrôlées, etc. Puis la justice japonaise a arrêté Ghosn à sa descente d'avion et l'a mis en prison.

Nissan a repris du poil de la bête sur un Renault affaibli et le gouvernement japonais remet la main sur le conglomérat, tandis que Carlos Ghosn, lâché par presque tout le monde, est en prison avec peu de chance de gagner son procès. Pourtant, le vent peut tourner. Ces infos ci-dessus sont en train de sortir dans le grand public, et déplaisent : cette arrestation est une opération du gouvernement Japonais, avec des préoccupations bien éloignées de celles de la justice. Les avocats de Ghosn s'appuient sur cet élément pour sa défense, car au Japon la manipulation judiciaire est extrêmement mal vue.

Donc, s'il est gracié pour vice de procédure, il pourra se retourner contre beaucoup de monde. Il pourra exiger réparations gouvernement japonais, de Nissan, ou de Renault. C'est pourquoi le procès sera à regarder de très près au début 2020.

Quel avenir donc pour Renault, et l'industrie automobile française au sens large ?

Nous sommes en perte de vitesse. PSA va se faire dévorer dans son alliance avec les Chinois, Renault a un avenir incertain à cause du dossier précédent.

On peut ajouter un autre commentaire sur la dureté de la compétition dans le monde de l'automobile. Le diesel est une technologie dans laquelle l'Europe est très en avance. Les américains n'ont jamais réussi à la dupliquer et la produire aussi efficacement. C'est ce qui a permis à Volkswagen de devenir leader mondial.

C'est d'ailleurs suite à cette première position que les américains ont décidé de tuer Volkswagen en s'attaquant au diesel. C'est de là que part vraiment le fameux « DieselGate ». Il était bien connu dans le milieu de l'auto que presque tous les constructeurs truquaient leurs chiffres avec les logiciels anti-pollution. Prétexte parfait pour faire arrêter du jour au lendemain tout le parc diesel en circulation aux U.S, et n'est pas un hasard si Volkswagen a été punie par une amende record à plusieurs milliards de dollars.

V - La guerre commerciale, le cas AIRBUS - BOEING.

Le dernier Boeing 737 MAX est un échec, avec deux appareils perdus et de nombreux incidents graves. Il vole très mal, au point où Boeing a dû intégrer au pilotage des logiciels complexes pour compenser le potentiel ingérable de pilotage. Il n'aurait pas dû obtenir les documents de l'administration aérienne américaine certifiant l'appareil, mais il a été découvert qu'ils avaient été remplis par des membres de Boeing. C'est un rappel de plus sur la fusion profonde entre l'administration U.S et leurs entreprises phares sur les secteurs clés.

Leur problème est devenu très complexe car ils doivent maintenir les avions au sol, dédommager les compagnies aériennes, reconstruire une image dégradée, et payer les accidents. Tout cela coûte très cher à Boeing tandis qu'Airbus remporte plus de contrats, et devient leader mondial. La réaction américaine, comme dans le cas précédent, sera donc d'attaquer.

C'est pour cela que Trump a commencé à cibler Airbus depuis un mois, et obtiendra gain de cause auprès de l'OMC pour installer une taxe de 10% sur un marché où un produit (l'avion) vaut des centaines de millions de dollars. En deuxième angle d'attaque, ils s'appuient sur l'extra-territorialité du droit américain, arme redoutable qu'ils utilisent de manière très adroite.

Si on creuse dans le passé, à la fin des années 90 - début 2000, tous les grands groupes ont magouillé à un moment ou un autre pour obtenir des marchés. Airbus n'ayant pas échappé à cette règle, les américains ont réussi à les épingler sur un dossier passé de corruption qui va leur coûter très cher. L'enquête est en cours et on devrait voir Airbus prendre une condamnation.

Grâce au Brexit, Trump va pouvoir encourager le Royaume-Uni pour faire passer une amende à Airbus, comme ils sortent de l'U.E, donc du programme Airbus européen. En échange, il leur donnera un accord commercial post-Brexit qui leur sera favorable.

M. Juillet insiste en disant qu'il est très probable qu'une fois l'amende U.K fixée pour Airbus, l'amende U.S ne tardera pas à suivre. Il y a un vrai risque qu'elle soit l'amende la plus importante aux U.S.A pour une entreprise étrangère.

VI - La Guerre commerciale : le cas ALSTOM - GENERAL ELECTRICS

M. Juillet décrit cette opération américaine comme la plus belle et la mieux réussie qu'ils ont fait depuis des décennies.

General Electrics, groupe américain, est le leader international sur les turbines. Toutes ? Non, un petit pays résiste encore et toujours à l'envahisseur, et il est le meilleur sur un modèle précis de turbine ! C'est Alstom, qui reste numéro 1 où les américains n'arrivent pas à la devancer. Ils proposent des offres de rachat, qui sont refusées.

Ils décident donc de s'en emparer de manière agressive. Une opération est montée conjointement avec les services secrets américains, pour mettre sur écoute dans la durée l'intégralité du groupe Alstom : dirigeants, salariés, prestataires, etc. L'idée est d'obtenir des preuves compromettantes sur l'entreprise et ses cadres pour pouvoir en arrêter un, le faire craquer puis faire pression sur le groupe pour les obliger à céder les turbines.

Ils trouvent ces preuves liées à un dossier en Indonésie, pour des faits entre 2002 et 2009, où selon « les coutumes » il a fallu verser des pots de vins auprès de quelques ministres pour obtenir un marché. La NSA et la CIA ont intercepté l'ensemble des communications incluant les preuves de corruption.

2 mois plus tard, quand le responsable d'Alstom sur ce dossier, Frédéric Pierucci, atterri en transit aux USA, il est identifié et arrêté. Présenté à un tribunal sur des motifs d'accusations de corruption, il conteste et réfute. Il raconte avoir été très surpris de voir un juge sortir d'épais dossiers retraçant toutes ses communication personnelles, preuves incriminantes incluses.

Il a été jeté dans une prison de haute sécurité U.S, le type réservé aux criminels les plus dangereux. Il n'a eu aucun soutien de la part d'ALSTOM, et son calvaire a duré 6 mois. Fait

intéressant, il a été protégé dans la prison par un des caïds locaux : Un français de la « French Connexion », qui purge une condamnation à perpétuité.

Par leur démonstration de puissance et d'application de droit extra-territorial, les américains ont fait venir Alstom à la table des négociations qui été contraint de signer les papier de vente des turbines à General Electrics. Cette Opération qui a mis 4 ans pour aboutir est un succès critique (pour eux).

Il faut en tirer une leçon : on peut vous arrêter si vous passez en transit aux U.S.A pour des « affaires » passées ou présentes ayant eu lieu n'importe où sur la planète. Vous risquez 30 ans de prison au sein d'un établissement carcéral américain, dans des conditions très difficiles et votre groupe une grosse amende. L'affaire Alstom est devenue un cas d'école et cette leçon a été retenue par les grands groupes internationaux.

Avec Huawei, la même méthode a été tentée par les américains : la fille du PDG a été arrêtée au Canada, et les U.S ont demandé son extradition pour faire pression sur la Chine.

Sauf que la Chine a répondu très vite ce que n'avait pas fait la France : en représailles ils ont arrêté en trois semaines deux diplomates, puis un troisième ressortissant canadien qui a été condamné à mort pour trafic de drogue.

La réaction canadienne a été rapide : ils ont relâché la fille du fondateur qui s'est retrouvée en liberté surveillée, et l'opération a été arrêtée.

VII - Pourquoi l'hégémonie du dollar dans les échanges internationaux ?

L'hégémonie du dollar est l'un des outils qui permet aux américains d'asseoir leur pouvoir sur l'économie mondiale, et d'asseoir ce droit extra-territorial.

En 1946, L'Europe et les USA s'interrogeaient sur le système monétaire à créer et à utiliser pour faciliter les échanges. Le Général de Gaulle voulait par exemple utiliser une nouvelle monnaie indexée sur l'or, pour garantir la stabilité. Mais, les U.S.A ont réussi à imposer au monde le dollar comme monnaie de référence et en restent les grands bénéficiaires.

Quels avantages ? La dette américaine atteint les 22 trillions de dollars, mais cela n'a aucune importance. Comme leur monnaie est internationale, ils n'ont pas à payer les variations de leur monnaie car c'est le monde entier qui finance.

Les choses sont pourtant en train de changer : La Chine, Russie et l'Iran sont en train de concevoir une nouvelle crypto-monnaie pour payer gaz et pétrole. S'ils y arrivent, et installent ce système à grande échelle, un nouveau flux de monnaie mettra en concurrence sérieuse le dollar.

VIII - Le CLOUD Act américain et la conséquence sur la donnée.

La donnée est un grand sujet, et l'infrastructure sur laquelle elle se repose dit « internet » l'est encore plus. « Comme je l'ai dit au début, celui qui détient l'information détiendra le pouvoir ».

L'Europe a créé la nouvelle loi « RGPD » pour protéger les données personnelles des citoyens. Le but était aussi de créer un cadre légal pour que l'Europe puisse protéger ses données et informations face aux américains qui les considèrent comme des denrées commerciales et les récupèrent via les GAFAM et la NSA. Les chinois ne sont pas en reste avec les BATX.

M. Juillet parle d'un côté « bizounours » enfant de cœur des européens face aux américains sur la question de la vie privée : la réponse américaine à la RGPD a été rapide, c'est la création du CLOUD Act. Il stipule que toute donnée étrangère stockée sur un serveur U.S, peu importe la localisation, sera accessible par le gouvernement des États-Unis d'Amérique. Echec et Mat.

Pour la question des GAFAM, même si les nouvelles technologies ouvrent de formidables opportunités pour la communication, les manières de travailler en réseau et les perspectives d'avenir, rien n'est oublié sur le net. Le net étant dans le cyber espace n'a pas de frontières et on sait tout sur vous. « Si dans 20 ans, vous avez un poste stratégique, qu'allez vous faire si on vous ressort des éléments de votre vie privée pour vous faire chanter ? Pensez-y ».

« Ils en savent tellement sur nous tous, que Mark Zuckerberg a même proposé à des pays de créer et d'imprimer gratuitement pour eux leurs passeports ! Ses équipes ont dit déjà tout avoir : les photos, les noms et toutes les données ! »

La France a bien sûr refusé, mais d'autres pays plus pauvres, qui n'ont déjà pas les moyens de faire fonctionner leurs services publics, vont-ils vraiment refuser cette opportunité gratuite ?

IX - L'Afrique, ses nouvelles influences, et la France-Afrique.

L'Afrique, plus qu'un continent, peut se voir en plusieurs zones d'importance : l'Afrique du Nord, du Sahel, Centrale, et du Sud.

Autrefois, l'influence présente était majoritairement britannique, et française. Les choses ont beaucoup bougé depuis les dernières décennies : les britanniques sont partis, et l'influence française est en grand déclin. A côté des chinois, il y a les russes qui sont de retour après des années de repli et font un retour en force dans les affaires. À noter qu'un autre pays très actif est le Maroc, qui investit depuis des années pour prendre le contrôle de tout l'ancien réseau d'influence française en Afrique.

Les chinois ne vivent qu'entre eux, tandis que les américains restent enfermés dans leurs enclaves de peur d'attraper dieu sait quoi. Avec eux, il y a peu d'intégration et d'échange avec les

Africains, ce qui n'est pas notre cas : les français gardent une image locale positive, et ont une intégration dans le tissu local contrairement aux autres.

Cela n'empêche pas les chinois de progresser de manière exponentielle, grâce à leurs investissements massifs sur l'ensemble du continent. Ils entrent dans les stratégies des nouvelles routes de la soie, dont on ne s'intéresse pas assez sur le volet Africain.

Avec des grands moyens, ils arrivent avec une stratégie de la dette pour s'emparer des territoires et des pays. En proposant des prêts pour financer les infrastructures gigantesques et nécessaires au développement économique des pays africains, ils signent les contrats. Malheureusement pour le pays partenaire, le prêt est fait pour être insolvable à court terme contrairement à ce qui était prévu. Pour se « dédommager », les chinois s'emparent des installations toutes neuves qu'ils viennent de construire et les exploitent. Il faut regarder ce qui s'est fait au Sri-Lanka avec le nouveau port flambant neuf, un très bon exemple.

La croissance Africaine, est unique. Avec une croissance de 7%, elle est décrite comme le futur mastodonte mondial, qui suivra le même parcours que la Chine des années 70 à aujourd'hui. Pourtant, il y a une grosse différence : la démographie. La Chine, grâce à l'enfant unique, pouvait réinvestir d'immenses richesses dans son développement industriel et économique, car elle avait peu de jeunes à nourrir et à former. Ainsi la Chine a pu optimiser son financement. Ce qui ne risque pas d'être le cas de l'Afrique. Sans contrôle démographique, le continent va perdre le bénéfice de son taux de croissance qu'il sera obligé d'investir pour faire vivre sa jeunesse au lieu de favoriser le développement.

L'Afrique est un continent riche et pauvre à la fois car il y a d'énormes disparités entre les états. On parle beaucoup de flux migratoires, mais seule 10% de la migration va vers l'Europe : la grande majorité est intra-africaine vers les pays riches. Ces phénomènes migratoires confortent les disparités. Les pays riches disposent ainsi d'une main d'oeuvre bon marché pour aider à maintenir une bonne croissance, au détriment des pays pauvres qui se vident de leurs ressources humaines. Affaiblis, ils deviennent des cibles du crime organisé qui s'y installe, et deviennent des états mafieux comme en Guinée-Bissau ou en Angola.

L'une des questions demande si le retrait français est lié à un complexe du colonisateur français moderne. M. Juillet répond qu'il y a du vrai. « La France a du mal à sortir de cette posture post-coloniale pour recréer les bases d'une relation nouvelle et saine ». La période de la colonisation, a eu ses apports et ses horreurs, et il est toujours difficile d'en parler avec un recul juste. La France porte une part de responsabilité dans beaucoup d'horreurs commises, mais elle a aussi contribué au développement de certaines régions, à la mise en place d'infrastructures et à la formation des élites.

La tendance actuelle est de lui faire porter la responsabilité de tout, mais on oublie des morceaux de l'histoire : par exemple que le commerce d'esclaves été créé et géré par les tribus locales et des marchands venus d'Arabie dans lequel les bateaux négriers n'étaient que des transporteurs ce qui n'exclût pas, bien évidemment, leur responsabilité.

Il y eu 3 grands types de colonisations : britannique, belge, et française. La pire a été la belge, avec la traite du caoutchouc par le roi Léopold II et la « coupe des petites mains ». Ce n'est pas un hasard si les zones les plus instables aujourd'hui sont les anciennes zones d'influences belges.

Pour la relance de l'Afrique post-coloniale, le conseil de M. Juillet aux chefs d'états est d'exploiter localement les ressources naturelles de l'extraction à la transformation. Un bon exemple de développement est le Ghana, l'ancienne Côte des esclaves, qui malgré une situation géographique peu favorable et peu de ressources, est l'un des pays d'Afrique qui a la croissance la plus forte. C'est grâce au président Kuofofor qui, en 2000, a eu la vision d'équiper les écoles du pays en matériel informatique. C'était d'autant plus difficile qu'il fallait trouver les fonds pour le financer quand peu de gens voyait les perspectives d'avenir de cette nouvelle activité. Aujourd'hui, ce pays est l'un des plus riches et a une situation politique stable.

Le contraste est saisissant avec tous ces pays dont les chefs d'états justifient leur échec par des ingérences des anciens pays colonisateurs, qui ont bon dos dans ces cas précis. 60 ans après le départ des français, le changement s'est fait même si le passé est toujours influent. L'explication des mauvais résultats passe beaucoup par la corruption, le clientélisme et la mauvaise gouvernance de chefs d'états installés depuis des années sans vision à moyen et long terme.

X- Le développement durable, compatible avec la croissance économique ?

Est-ce que pour être en accord avec le climat et ses enjeux, il faut renoncer à la croissance ? Non. L'urgence climatique est réelle, et perdre son temps à dire à qui la faute n'avancera pas les choses. Le constat est simple : nous avons vécu au-delà de nos moyens pendant des années, et il faut trouver des moyens alternatifs et bien plus respectueux de l'environnement. Il faut lutter pour préserver notre planète.

La théorie de la « décroissance » portée par les milieux activistes n'est pas réalisable ou crédible. La décroissance, c'est tout arrêter brutalement. Pour réduire l'empreinte carbone concrètement cela veut dire : de l'électricité plus que quelques heures par jour, fini l'avion, la voiture, ou même les transports en commun de masse. Bonjour la bougie, et tout Paris à pied. Quel politique oserait

sérieusement mettre cela en oeuvre sachant qu'il aurait la quasi-totalité de la population à dos ? Comment la structure sociétale actuelle pourrait-elle tenir ?

De plus, on parle ici des pays développés. Un proverbe chinois dit « Quand les gros sont affamés ils maigrissent, les maigres meurent ». Allons-nous exiger (en supposant que ce soit possible) des pays en voie de développement l'interdiction de ce dont nous avons bénéficié et bénéficions ? Pas de viande, de voiture, de pétrole, d'industrie ? « Au nom de la planète, vous n'avez pas le droit à la croissance que l'on a eu et qu'on a encore ». C'est irréalisable et totalement colonialiste.

Et dans le cadre de la guerre économique, si des pays ralentissent leur croissance, est-ce que d'autres vont la ralentir ? Le président Trump a plus d'une fois dit qu'il se moque de la planète, et la Chine ne va sûrement pas ralentir. Si la France devient 100% énergies renouvelables du jour au lendemain, la réduction sur les émissions mondiales sera infime.

Et si on arrête le pétrole, le plastique, les polluants, que fait-on ? Ah mais non, pas besoin car on est en « décroissance » ! Ce n'est pas sérieux.

Non, il est plus que possible de maintenir un niveau de croissance raisonnable grâce à la technologie, l'innovation pour trouver des solutions qui soient plus propres et plus performantes. Le gaz est par exemple une bonne alternative, car peu polluant et fonctionnel. Le nucléaire n'a pas d'empreinte carbone et jusqu'à maintenant a fait beaucoup moins de morts que le charbon.